



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité Départementale de Seine-et-Marne**

**RÉCÉPISSÉ DE NOTIFICATION  
DE CESSATION PARTIELLE D'ACTIVITÉ**

Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L.512-12-1, R.512-39-1 à R.512-39-5 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 02 DAI 2 IC 402 du 20 décembre 2002 autorisant la société RECTICEL à régulariser des installations existantes et à créer un atelier de fabrication de mousses moulées de polyuréthane à TRILPORT ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires concernant la société RECTICEL à TRILPORT n° 06 DAIDD 1 IC 092 du 27 avril 2006, n° 07 DAIDD 1 IC 319 du 18 décembre 2007, n° 10 DRIEE 054 du 10 novembre 2010, n° 11 DRIEE 013 du 21 janvier 2011, n° 2014 DRIEE/UT77/116 du 30 juin 2014 et n°2022/DRIEAT/UD77/038 du 04 avril 2022 ;

**Vu** le courrier actant le transfert de l'autorisation environnementale du site de TRILPORT au profit de la société CARPENTER ENGINEERED FOAMS SAS en date du 26 février 2024 ;

**Vu** le courrier de notification de cessation partielle d'activité de la Société CARPENTER-PROSEAT du 23 mai 2025 informant Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de la cessation d'activité de la société PROSEAT sur le site de TRILPORT en date du 21 mars 2025 ;

**Vu** l'ATTES SECUR accompagnée du rapport de mise en sécurité – dernière version du 23/01/2026, décrivant les mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site ;

**Vu** l'ATTES MEMOIRE accompagnée du mémoire de réhabilitation - dernière version du 23/01/2026 décrivant les pollutions résiduelles et les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site ;

**Vu** le courrier de demande d'avis sur l'usage futur à savoir un usage industriel à la Mairie de TRILPORT en date du 22 mai 2025 envoyé par Lettre en Recommandé avec Avis de Réception n°2C18995098131 ;

**Vu** l'absence d'avis sur l'usage futur de la Mairie de TRILPORT sous trois mois qui est réputé favorable en application du II de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement, ;

**CONSIDÉRANT** que la cessation partielle d'activité de la société CARPENTER ENGINEERED FOAMS SAS se fait avec libération du foncier à savoir les parcelles n°18, 19, 20, 38 et 42 – feuille 000 AK 01 municipalité : 77470 TRILPORT ;

**CONSIDERANT** que les éléments transmis avec la notification de la date d'arrêt définitif sont de nature à répondre aux attentes exprimées en matière de mise en sécurité du site, notamment les dispositions précisées aux articles R. 512-39-1-II et R. 512-75-1 IV du Code de l'Environnement, à savoir:

*" II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site." (R. 512-39-1-II)*

*"IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :*

*1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;*

*2° Des interdictions ou limitations d'accès ;*

*3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;*

*4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux ;*

**CONSIDÉRANT** que la notification fournie répond sur la forme aux dispositions prévues par l'article R.512-39-1 et ne préjuge pas des actions complémentaires qui restent à mener par l'exploitant pour remettre le site en état pour un usage défini selon la procédure de concertation prévue à l'article R.512-39-2 ;

#### **CERTIFIE AVOIR REÇU**

Ladite notification de cessation partielle d'activité au titre des textes susvisés. Étant entendu que conformément à l'article R.512-39-1-III du code de l'environnement, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-2 et R.512-39-3 dudit code. La société CARPENTER ENGINEERED FOAMS SAS devra en informer, par écrit, le propriétaire du terrain et le Maire de la commune de TRILPORT.

Le présent récépissé ne vaut pas quitus de l'Administration, conformément à l'article R.512-39-4 du code de l'environnement ; à tout moment et même après la remise en état, le Préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dudit code.

Fait à MELUN, le **06 MARS 2026**

*Le Préfet,*  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice régionale et interdépartementale  
et par subdélégation,  
La cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne



Agnès COURET

